

Le fonds climat va accentuer l'écart entre les gagnant-es et les perdant-es de la transition énergétique

Une économie électrifiée gagnante



MARIE DORSAZ

Energie ► Le 8 mars prochain, les Suisses se prononceront sur le fonds climat, destiné à soutenir financièrement la transition énergétique. Au-delà du débat politique, cette transformation redessine déjà le paysage économique helvétique, entre la pression accrue sur les énergies fossiles et l'électrification de nombreux secteurs.

Certaines entreprises bénéficient d'un nouvel élan, d'autres font face à des coûts croissants ou à une adaptation incertaine. Pour Brendan Berthold, économiste macroclimatique et auteur d'articles scientifiques sur le sujet, les grands gagnants de la transition énergétique sont clairement les entreprises actives dans le domaine de l'électricité. «Remplacer le mazout et le gaz par des sources renouvelables implique une électrification massive de l'économie, que ce soit dans les bâtiments, l'industrie ou les transports», explique-t-il.

Economie électrifiée

Les entreprises spécialisées dans la gestion des systèmes énergétiques profitent directement de

cette dynamique. «Les réseaux électriques doivent être modernisés pour absorber l'intermittence des énergies renouvelables, comme le solaire ou l'éolien. Beaucoup de travail sera nécessaire pour que cela fonctionne», précise l'ancien chargé de cours à l'Université de Lausanne.

La mobilité électrique et les batteries constituent un autre champ de croissance. Bien que la Suisse ne fabrique pas de voitures électriques, elle développe toute une filière autour des batteries, de l'installation de bornes de recharge et du recyclage des systèmes de stockage. Brendan Berthold souligne toutefois que «même les fabricants suisses de batteries subissent la compétition asiatique. Dans la mesure où ces industries revêtent une importance stratégique, le soutien public est nécessaire pour qu'elles puissent survivre et continuer à innover.»

Filière fossile lésée

Le solaire, y compris en milieu alpin, a le vent en poupe, même si de nombreux projets restent soumis à des procédures et oppositions. Il se développe non seulement pour produire de l'électricité renouvelable, mais aussi pour renforcer l'indépendance énergétique du pays, un thème devenu central dans le contexte géopolitique actuel, selon l'expert. Enfin, le milieu du bâtiment tire lui aussi son épingle du jeu: l'installation de pompes à chaleur et la rénovation énergétique deviennent des marchés porteurs,



Le solaire permet de produire de l'électricité renouvelable et de renforcer l'indépendance énergétique du pays. KEYSTONE

soutenus par les normes et subventions fédérales.

A l'inverse, les activités liées aux carburants fossiles sont exposées, à l'exemple des stations-service, de la distribution d'essence ou de mazout. «Avec l'augmentation du nombre de voitures électriques, la consommation d'essence va mécaniquement diminuer», rappelle Brendan Berthold. Par ailleurs, les politiques climatiques suisses peuvent également renchérir le coût des carburants, notamment via les obligations de

compensation des émissions fossiles. «La direction est claire: on va vers plus d'électricité et moins d'émissions. La grande question, c'est la vitesse à laquelle ces activités seront impactées.»

Et l'économiste de donner des exemples d'entreprises qui devront s'adapter, à commencer par les garages spécialisés dans les moteurs thermiques. «Les voitures électriques ont beaucoup moins de pièces mobiles que les thermiques et nécessitent très peu d'entretien. Le métier de garagiste devra

évoluer, même si la transition ne va pas se faire du jour au lendemain.» A noter que le texte de l'initiative pour un fonds climat, dont les coûts sont trop élevés selon les opposants, prévoit notamment des soutiens à la formation et à la reconversion professionnelle, avec la possibilité de compenser les pertes de revenu durant une période de réorientation.

Compétitivité touchée

Les entreprises de transport routier se trouvent, elles aussi,

dans une zone d'incertitude. Le durcissement progressif des politiques climatiques, notamment via les obligations de compensation, pourrait faire grimper leurs coûts, alors que l'électrification des poids lourds reste limitée. «Dans l'état actuel, elles n'ont pas vraiment d'alternative. Les entreprises qui s'en sortiront le mieux sont vraisemblablement celles capables de s'adapter et d'investir dans des solutions à faibles émissions, notamment les camions électriques», observe Brendan Berthold.

Enfin, la transition énergétique est particulièrement complexe pour l'industrie lourde (acier, chimie, pharma): «Beaucoup de procédés nécessitent des températures élevées, et les alternatives «vertes» existent mais restent très coûteuses», détaille l'expert. «Cela peut peser sur la compétitivité, surtout en Europe où le prix du carbone est élevé en comparaison internationale.»

Mais ce choc pourrait être moins brutal en Suisse qu'ailleurs: «Notre pays se concentre sur l'industrie à haute valeur ajoutée. En proportion des exportations, le coût de l'énergie est moins important.» De plus, en vertu de la loi sur le climat et l'innovation, adoptée par le peuple en 2023, des aides aux entreprises sont prévues, en particulier pour accompagner leur transition vers des technologies et des processus plus respectueux du climat.